



**Au sein de l'industrie de l'électronique, beaucoup de choses restent à faire pour améliorer** les droits de l'homme et la production durable. La production d'ordinateurs, de téléphones portables et de tout autre appareillage électronique peut causer des dommages environnementaux et engendrer des mauvaises conditions de travail. La complexification de la chaîne de production, le pourcentage élevé de sous-traitance, les développements rapides des produits, les structures faiblement syndicalisées et l'absence d'amélioration de la législation (inter)nationale contribuent à cette situation. L'industrie a pris l'initiative de développer un code propre au secteur, et de mettre sur pied un groupe de travail destiné à sa mise en oeuvre. Toutefois, les parties prenantes mettent en avant les faiblesses de ce code ainsi que de sa mise en oeuvre. Il faut notamment souligner le manque d'implication structurelle des travailleurs, le manque de mise en oeuvre à l'échelon local ainsi que le manque de vérifications indépendantes.

**La société civile a un important rôle à jouer** dans l'amélioration des droits de l'homme et des conditions environnementales au sein du secteur de l'industrie. Les expériences de l'industrie du vêtement et de l'industrie du café nous prouvent que le lobbying, ainsi que l'organisation de campagnes publiques, et le renforcement de l'implication des parties prenantes locales contribuent à l'amélioration des conditions de travail et à la réduction des dégâts environnementaux. Des initiatives semblables dans le secteur de l'électronique ont vu le jour. Leur impact peut être élargi d'une part en mettant en place un plus grand nombre de synergies entre les actions entreprises par les membres de la société civile et d'autre part en comblant l'écart entre les travailleurs du secteur et les acteurs mondiaux principaux. C'est la raison pour laquelle GoodElectronics a été créée, en vue de:

- Renforcer et stimuler les organisations de la société civile dans le monde entier dans leurs actions en vue d'améliorer les droits de l'homme et les conditions environnementales au sein de l'industrie de l'électronique
- Améliorer les politiques et les pratiques publiques et d'entreprises au sein de l'entreprise sur la base de revendications communes

**4 stratégies principales sont utilisées à ces fins:**

- **Consolider un réseau international**
- **Construire un savoir et le partager**
- **Relier les activités de lobbying et les campagnes avec les activités de recherche**
- **Construire les capacités des organisations locales**

La coalition consiste en un point de coordination, un comité directeur et un réseau de participants composé d'organisations de défense des droits de l'homme (dont les droits au travail), d'organisations de défense de l'environnement, des organisations syndicales, des universités, et tout un chacun qui a pour but d'améliorer les droits de l'homme et les conditions environnementales au Brésil, au Canada, en Chine, au Congo, en Europe, en Inde, en Indonésie, en Malaisie, au Mexique, en Suède, en Thaïlande, aux Philippines, à Singapour et aux Etats-Unis.



Le point de coordination est Somo (centre de recherche sur les entreprises multinationales) [www.somo.nl](http://www.somo.nl) qui est basé à Amsterdam, aux Pays-Bas. Le comité

directeur est composé des membres suivants : CAFOD, CEREAL, ICCR Contract Supplier Working Group, FIOM, SACOM, SVTC, SOMO et TIE ASIA.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter Monique Lempers

Email: [m.lempers@godelectronics.org](mailto:m.lempers@godelectronics.org)

Tel : +31 (0)20 639 1291

[www.godelectronics.org](http://www.godelectronics.org)

Skype: monique.lempers